

neuf, une déclaration portant qu'il n'y avait pas lieu d'abdiquer *quant à présent*. La restriction contenue dans ces derniers mots démontre à quel point l'évidence de la situation réelle s'imposait même à ceux qui travaillaient à retenir le malheureux Maximilien, puisqu'ils admettaient implicitement l'éventualité d'une abdication ultérieure. Ce fut M. Lacunza, président du conseil d'Etat, qui départagea le vote, préludant ainsi au rôle funeste qu'il devait jouer dans les derniers épisodes de l'ère impériale. Il commençait par retenir l'empereur; nous le verrons, six mois plus tard, enlever au prisonnier de Queretaro l'unique chance de salut qui pouvait lui rester, en refusant de faire cesser la résistance de Mexico.

Une voix de majorité, et cela dans une réunion où tous les assistants étaient personnellement intéressés au maintien de l'empire, c'était bien peu de chose pour déterminer à rester un prince qui, depuis cinq semaines, avait abdiqué de fait. Ce fut pourtant assez. De la délibération qui venait d'aboutir à ce vote illusoire, Maximilien parut n'avoir entendu que ce qui pouvait l'aider à se tromper lui-même. Fermant l'oreille aux hommes de sens et de cœur qui, après s'être compromis dans sa cause, lui disaient courageusement qu'il y aurait folie à poursuivre seul l'œuvre qu'il n'avait pu réussir à fonder avec l'appui de la France, il accepta sans autre examen les fallacieuses paroles de Marquez et de Miramon qui lui

promettaient des milliers de soldats, et les assurances plus trompeuses encore de M. Larès, qui lui promettait des millions de piastres. Il est juste d'ajouter que ceux qui l'entraînaient à cet acte d'aveuglement et d'inconséquence avaient évoqué à ses yeux une perspective faite pour séduire son imagination. C'était, en apparence, dans le seul but de rendre le Mexique à lui-même qu'il y restait. Le soin de prononcer en dernier ressort sur la forme du gouvernement national devait prochainement être dévolu à un congrès sorti d'une élection libre. Mais ce n'était là qu'un leurre et une fiction de plus. Les choses se seraient-elles passées de la même manière si le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau eussent été à Orizaba ? La question est trop grave pour y faire une réponse expresse, à la distance où nous sommes déjà des faits. Quiconque a touché de près aux événements de la vie publique sait combien il est téméraire de prononcer après coup sur le cours qu'il aurait été possible de leur imprimer à tel ou tel moment. Je crois, cependant, qu'il y aurait eu de grandes chances pour que l'intervention personnelle des représentants de la France amenât un dénouement moins aventureux et finalement moins déplorable. Parmi les dix voix qui venaient à la fois de conseiller et de sanctionner la détermination de rester, plus d'une était assez hésitante pour être amenée à se prononcer d'une façon moins catégorique, sinon dans un sens dif-

fèrent. Maximilien lui-même obéissait moins à ses propres inspirations qu'aux suggestions et à la pression d'un entourage qui le tenait presque en chartre privée. On aurait pu lui faire entendre un langage plus conforme aux intérêts de tout le monde; lui démontrer l'inanité des mirages auxquels il se laissait prendre; le rassurer sur ce qu'il croyait apercevoir de mortifiant dans sa renonciation à la couronne; déjouer le complot formé pour lui faire croire à une sorte de conspiration entre la France et les Etats-Unis; l'amener enfin à comprendre qu'il y avait pour lui une place honorable à prendre à côté de ces deux puissances, dans le règlement des destinées futures du pays où il avait infructueusement tenté de restaurer la monarchie.

La frégate américaine *Susquehannah* jetait précisément l'ancre devant Vera-Cruz, à l'heure où le conciliabule d'Orizaba terminait ses délibérations. Elle avait à bord deux envoyés du gouvernement de Washington: MM. Campbell et le général Sherman. Le premier avait en portefeuille ses lettres de créance comme représentant des Etats-Unis auprès du « président de la république mexicaine. » Cette désignation s'appliquait officiellement à Juarez; mais le général Sherman avait une mission supérieure et bien plus large, qui consistait à seconder les autorités françaises dans la réorganisation d'un gouvernement national au Mexique quel qu'en fût le chef. Rien n'était, en

effet, plus loin de la politique et de l'esprit américains que de vouloir ajouter à nos embarras et surtout de chercher un *casus belli* contre nous, ainsi qu'on l'a trop légèrement prétendu. M. Seward avait fort habilement exploité la nécessité où il nous voyait d'abandonner notre entreprise au Mexique, pour faire sans péril et à bon marché de la diplomatie à grand effet; mais il lui tardait de cesser un jeu qui, avec la France telle qu'elle était alors, pouvait entraîner malgré tout des conséquences imprévues et redoutables. Il tenait au départ de Maximilien, nullement à la réinstallation de Juarez, et ne demandait pas mieux que de faciliter la solution la plus conforme à nos intérêts et à notre dignité. La condition première de la mission Campbell Sherman était, toutefois, nécessairement de n'avoir en rien affaire à l'empereur; elle avait été décidée sur l'annonce de l'abdication. Or, la *Susquehannah* arriva dans les eaux de Vera-Cruz tout à point pour assister aux réjouissances des impérialistes célébrant le maintien de l'empire. Les envoyés américains n'avaient plus dès lors qu'à repartir. Le maréchal Bazaine, averti de leur présence, adressa au général Sherman, à titre de pure courtoisie, l'invitation de se rendre à Mexico; mais le message ne rejoignit le général qu'à la Nouvelle-Orléans, par suite d'un retard opportun qui lui épargna l'embarras d'y répondre directement. Maximilien, de son côté, eut l'étrange idée qu'il pourrait profiter de l'occa-

sion pour entrer en négociations avec les voisins qui avaient toujours refusé de le reconnaître. Un Anglais, M. Bourdillon, depuis longtemps établi au Mexique, où il cumulait avec le titre de correspondant du *Times* le rôle d'agent financier international, fut expédié à Vera-Cruz pour sonder le terrain. Il est inutile de dire que cette tentative de diplomatie fantaisiste n'eut pas de suite. Après avoir, pendant cinq jours, attendu les événements qui seuls auraient rendu sa présence utile, la *Susquehannah* reprit la mer pour aller toucher à Tampico et regagner ensuite la Nouvelle-Orléans.

Pendant ce temps, la coterie qui avait eu la funeste habileté de circonvenir l'empereur ne perdait pas une heure pour mettre à profit sa victoire. Dès le soir même du 29 novembre, elle avait eu soin de faire le plus de bruit possible autour de la détermination impériale. Par ses soins, le résultat des délibérations d'Orizaba avait été annoncé partout avec les manifestations d'usage aux jours d'heureuses nouvelles. On continuait ainsi à capter Maximilien par le simulacre d'une popularité de commande : en même temps, on l'engageait sans retour vis-à-vis du public, pour le cas où il lui serait survenu quelque velléité de se dédire encore une fois. Le lendemain, une note insérée au *Diario oficial*, annonçait à la population de la capitale que les alternatives par lesquelles elle avait passé depuis cinq semaines touchaient à leur

terme. Le 6 décembre, enfin, paraissait un manifeste impérial, dans lequel Maximilien, reprenant la parole comme souverain, proclamait lui-même ses intentions nouvelles. Ce manifeste était ainsi conçu :

« MEXICAINS !

« Des circonstances d'une haute gravité, se rapportant au bien-être de notre patrie, et rendues plus sensibles par des malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devons remettre entre vos mains le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Notre conseil des ministres et notre conseil d'État, convoqués par nous, ont été d'avis que le bien du Mexique exige encore que nous restions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, leur annonçant en même temps notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, congrès auquel seront appelés tous les partis, et qui décidera si l'empire doit continuer à l'avenir. Au cas d'un vote affirmatif, ce congrès devra concourir à la rédaction des lois vitales pour la consolidation des institutions du pays. A cette fin, nos conseillers s'occupent activement de nous proposer les mesures opportunes. On fera en même temps les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans distinction de couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote

« MAXIMILIEN.

« Oribaza, 1^{er} décembre 1866. »

On remarquera que ce document, publié le 6 décembre à Mexico, porte la date du 1^{er}. En admettant qu'on se fût borné à le transmettre d'Orizaba par la poste, bien que la circonstance valût la peine d'employer le télégraphe, il y avait un retard de quatre jours. Ce délai n'était l'effet ni d'une négligence ni d'un hasard. La proclamation, rédigée aussitôt après le vote du conseil d'État, contenait, au sujet de la convocation d'un congrès, une promesse à laquelle Marquez, Miramon et le ministère avaient dû souscrire momentanément pour vaincre les dernières hésitations de Maximilien, mais qu'il n'entraînait nullement dans leurs intentions de lui laisser tenir, et que, par conséquent, ils auraient voulu sinon effacer, du moins atténuer. Ce fut seulement après avoir épuisé tous les artifices pour y arriver que, rencontrant chez le prince une de ces résistances qu'ils avaient appris à ne pas heurter de front, ils durent, de guerre lasse, laisser paraître le manifeste tel quel. C'était d'ailleurs simple affaire de mots. Personne

ne crut au congrès, il n'en fut jamais question qu'à l'état de velléité platonique. Pour le parti qui avait retenu le prince, la situation se résumait dans la continuation du régime impérial exploité selon ses vues et à son profit. Du reste, les résolutions d'Orizaba ne furent pas présentées aux agents français comme autre chose que le maintien pur et simple du *statu quo*. M. Teodosio Lares et M. Luis de Arroyo, son collègue, ne voulant pas courir le risque d'explications échangées directement entre l'empereur et le maréchal Bazaine ou M. Dano, s'étaient fait déléguer le soin de notifier la détermination prise, et voici de quelle manière ils s'en étaient acquittés :

« *A S. Exc. le ministre de France à Mexico, M. A. Dano, S. Exc. le maréchal Bazaine et le général Castelnau.*

« Oribaza, 3 décembre 1866.

« Les soussignés, désignés par l'empereur Maximilien dans le but de décider les mesures que rendait nécessaires la mission du général Castelnau, mission que celui-ci nous a déclaré remplir de concert avec LL. EE. MM. le ministre plénipotentiaire Dano et le maréchal Bazaine, avons l'honneur de porter à leur connaissance qu'ayant communiqué à Sa Majesté l'Empereur la note du 7 du mois dernier, note signée par le maréchal Bazaine et le général Castelnau, en réponse à celle

que nous avons eu l'honneur de leur adresser le 4 du même mois, Sa Majesté, après un long et sérieux examen, de l'avis de ses ministres et de son conseil d'État, a décidé de prolonger son gouvernement, appuyé sur le pouvoir que lui a conféré la nation, et de le maintenir avec les seules ressources du pays, l'empereur des Français déclarant qu'il ne lui est plus possible de soutenir l'empire ni par son argent, ni par ses troupes, et persévérant dans la décision qu'il a prise de retirer celles-ci dans les premiers mois de 1867.

« S. M. l'empereur, poussant jusqu'au bout l'exécution de ses desseins, s'occupe des mesures nécessaires à la formation de l'armée mexicaine et à l'organisation des troupes qui doivent soutenir l'empire. Il espère que M. le maréchal Bazaine voudra bien donner ses ordres, en ce qui le concerne, aux commandants supérieurs français, ainsi qu'il l'annonce dans la note citée plus haut, pour que les troupes mexicaines, les établissements, les magasins militaires restent dès maintenant à la disposition exclusive de Sa Majesté, comptant toujours que les troupes françaises, pendant leur séjour au Mexique, protégeront les autorités et les populations dans les zones qu'elles occupent, sans entreprendre d'expéditions lointaines.

« Ce concours, dont les termes sont spécifiés dans la note du 7 novembre déjà citée, est accepté avec reconnaissance par Sa Majesté.

« S. M. l'empereur nous ordonne, en outre, de déclarer que toute question relative aux matières qui font l'objet de cette note, ou motivées par la résolution qu'il a prise, pourra être traitée avec le président du conseil des ministres qui, en cette qualité, a signé le premier.

« *Le président du conseil des ministres,*
« TEODOSIO LARES.

« *Le ministre de la maison de l'Empereur,*
« LUIS DE ARROYO. »

Pas un mot, on le voit, dans cette communication, qui rappelle la pensée d'un congrès ; il s'agit de « la prolongation » de l'empire et de rien autre chose. De plus, le dernier paragraphe substitue en termes péremptoires le ministère au souverain pour tous les rapports, soit avec le quartier général, soit avec la légation de France. Aussi est-ce au ministère que le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau adressèrent la réponse dont voici le texte :

« Mexico, 8 décembre 1866.

« *A S. E. Teodosio Lares, président du conseil des ministres, etc.*

« Les soussignés ont reçu la note que LL. EE. MM. Teodosio Lares et Luis de Arroyo leur ont
11.

fait l'honneur de leur adresser à la date du 3 courant.

« M. le président du conseil étant chargé de traiter des affaires qui font l'objet de cette note, les soussignés ont à lui faire connaître quelle est leur opinion au sujet de la détermination prise par Sa Majesté l'Empereur Maximilien de conserver le pouvoir que la nation mexicaine lui a conféré, et de maintenir son gouvernement avec les ressources du pays.

« Les sacrifices du gouvernement des soussignés et leurs efforts personnels pour établir la forme monarchique au Mexique n'ont pas besoin d'être rappelés. Les agents de la France regrettent profondément une crise qu'ils eussent voulu rendre impossible. Toutefois, après avoir mûrement examiné la situation, ils sont arrivés à cette conviction que le gouvernement impérial serait impuissant à se soutenir avec ses seules ressources.

« Si pénible que cela soit, et sans prétendre influencer en rien la décision finale, il considèrent comme un devoir de le déclarer, en ajoutant qu'en l'état actuel des choses, la résolution suprême et généreuse à laquelle l'Empereur Maximilien paraissait vouloir s'arrêter il y a un mois eût seule permis de chercher une solution propre à sauvegarder tous les intérêts.

« Pour ce qui a trait à la question militaire et tout ce qui s'y rapporte, il a déjà été répondu par les agents français compétents. De nouvelles

explications seraient fournies par eux si elles devenaient nécessaires.

« BAZAINE, ALPH. DANO, CASTELNAU. »

Cette note ne faisait que continuer l'attitude passive et la réserve incertaine dans lesquelles les représentants de la France passaient leur vie depuis le commencement de la crise. Sans doute, la situation était désormais difficile à redresser ; sans doute, on avait perdu bien du temps et laissé échapper l'occasion de prendre la direction des événements ; mais il y avait encore, dans le double jeu même qui se jouait autour de l'empereur, une chance de ressaisir la partie. On pouvait invoquer les termes de la proclamation impériale ; montrer à Maximilien que ses ministres le faisaient, dès le premier pas, manquer à sa parole ; lui dévoiler qu'ils étaient préoccupés uniquement de leur cause, non de la sienne, et obtenir la convocation de ce Congrès qui pouvait encore sauver bien des choses et permettre à tout le monde de se retirer dignement. On sanctionna au contraire l'omnipotence ministérielle en l'acceptant. On considéra qu'il n'y avait plus qu'à laisser les choses à elles-mêmes et le général Castelnau expédia la dépêche qui devait donner, dans les ports français, le signal de l'envoi immédiat des navires destinés à rapatrier le corps expéditionnaire.

Jusqu'à-là, en effet, la date de l'évacuation définitive du Mexique était restée en suspens. On a vu

que le premier départ, fixé au mois d'octobre 1866, avait été contremandé par le télégramme même qui annonçait la mission du général Castelnau. Il y avait à prévoir le cas où, l'empereur parti, un nouveau gouvernement aurait à être organisé. Dans cette éventualité, la présence de nos troupes pouvait devenir nécessaire pendant quelques mois de plus, et il avait été décidé que, si besoin était, elles resteraient au complet jusqu'à l'automne de 1867. Ces dispositions avaient l'assentiment des États-Unis qui, je ne saurais assez le répéter, étaient beaucoup plus désireux de paraître régenter la situation que d'ajouter à nos difficultés. On voit combien, avec un peu de clairvoyance et de fermeté, les choses auraient pu changer de face. Mais ces deux qualités, qui avaient fait défaut depuis trois ans, manquaient plus que jamais à ce moment décisif. La faute, il est juste de le dire, en était pour une bonne part à la confusion des rôles et des pouvoirs entre les hommes chargés de dégager la politique française. La prépondérance militaire du quartier général avait constamment fait à notre représentant diplomatique une position insuffisamment libre, sinon subalterne ; le maréchal Bazaine, de son côté, irrésolu sous les dehors d'un caractère entier, travaillé de vellétés qui ne savaient pas être des volontés, abritait les contradictions de sa conduite derrière la nécessité de ne pas toucher à la politique sans le concours de la légation. Quant au général Castelnau, venant di-

rectement de France avec un mandat spécial, apportant les dernières instructions de Napoléon III et une autorité illimitée pour agir suivant les circonstances, sa présence ne servit en réalité qu'à annihiler la double autorité qui représentait notre gouvernement au Mexique avant son arrivée. Ses pouvoirs n'allaient pas seulement jusqu'à rapprocher ou retarder la date de l'évacuation ; il avait, au besoin, le droit d'intimer au général Bazaine l'ordre de rentrer en France, en remettant au général Douay le commandement du corps expéditionnaire. A deux ou trois reprises différentes, l'intention de prendre ce parti sembla percer dans l'irritation de son langage à l'endroit du quartier-général ; mais il ne put sans doute se résoudre à faire un éclat dont la responsabilité aurait pesé exclusivement sur lui et dépassait de beaucoup celle qu'un officier, même du plus haut grade, a l'habitude d'assumer ¹.

1. Un journal fondé à Mexico après l'évacuation, le *Courrier du Mexique*, a publié à ce sujet, dans son numéro du 6 juin 1867, les détails suivants que le rédacteur dit tenir d'un haut personnage français :

« La mission du général Castelnau était, après examen, de retirer le commandement au général Bazaine pour le remettre au général Douay. Dans les commencements, le général de brigade avait subi l'influence de la haute position du commandant en chef. Cependant, il avait compris la nécessité d'en finir, et, après s'être assuré de l'acceptation du général Douay, il avait pris la résolution de faire connaître au maréchal le but véritable de sa mission. Malheureusement la nuit fut mauvaise conseillère, et le lendemain toutes les bonnes résolutions avaient disparu. »

C'était à lui, en somme, qu'il aurait appartenu de trancher la situation, après avoir entendu le maréchal et le ministre de France, à titre purement consultatif. Mais sa vie à la cour des Tuileries l'avait mal préparé pour une initiative aussi vigoureuse, surtout vis-à-vis d'un empereur. Il tombait dans un pays dont il ne savait rien, pas même la langue; il se voyait jeté à l'improviste au milieu d'événements dont il n'avait pas eu à l'avance la moindre notion. De plus, il y avait inévitablement quelque chose de faux dans la position d'un simple général de brigade appelé à prendre des décisions en dernier ressort, à côté et même à l'encontre d'un maréchal de France. Quels que fussent l'étendue et le caractère du mandat spécial, l'infériorité hiérarchique, au point de vue militaire, ne pouvait complètement disparaître. L'intervention du général Castelnau demeura donc stérile, si même elle ne fut pas un mal, car elle ne servit à rien résoudre et fournit au quartier général comme à la légation un motif pour éluder des responsabilités qu'on y était déjà très-peu disposé à assumer. Ce fut, suivant l'expression d'un Américain, spectateur attristé de ce désarroi : « un trio d'irrésolutions s'aggravant l'une par l'autre et se disculpant l'une sur l'autre. » Et le même observateur¹ ajoutait cette

1. M. Reynolds, gouverneur de la Georgie pendant la guerre de sécession, et l'un des hommes éminents du Sud des États-Unis.

réflexion profonde que nos gouvernants, quels qu'ils soient, ne devraient jamais perdre de vue : « Il faut choisir, pour servir leur pays au loin, des hommes tout autres que ceux qui suffisent à le servir de près. »